



PROJET DE MARCHE N°B25-01406-CF

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,

dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S
PARIS B 775 685 019

représenté par Monsieur Bruno FEIGNIER, agissant en qualité de Directeur du CEA
Grenoble,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société [REDACTED],

dont le siège social est situé [REDACTED],

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [REDACTED] sous le
numéro R.C.S [REDACTED],

représentée par Monsieur/Madame [REDACTED], agissant en qualité de
[REDACTED],

[A compléter par le soumissionnaire]

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
ARTICLE 4 - DUREE ET PHASES DU MARCHE	4
ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION	6
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	8
ARTICLE 9 - DEVELOPPEMENT DURABLE*	9
ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE	9
ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ELEMENTS RELATIFS A LA REPRISE DE PERSONNEL	10
ARTICLE 12 - ASSURANCES	10
ARTICLE 13 - MONTANT	12
ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX	13
ARTICLE 15 - PENALITES	13
ARTICLE 16 - FACTURATION- REGLEMENT	15
ARTICLE 17 - REGIME FISCAL	15
ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE	16
ARTICLE 19 - CONCLUSION DU MARCHE	16

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, les prestations de contrôle des accès du CEA Grenoble et de surveillance de la Maison MINATEC, ci-après dénommées « les Prestations ».

Les Prestations du marché relèvent d'une obligation de résultat.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé AOR-B25-01406-CF avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges référencé DG_CEAGRE_D2S_FLS_DIR_CDC0001 en date du 15/05/2025) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [REDACTED] du [REDACTED], à titre supplétif.

[A compléter par le soumissionnaire]

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 – L'annexe n°1 « Attestation de reconnaissance de responsabilité et de non divulgation des informations et supports portant la mention DIFFUSION RESTREINTE » fait partie intégrante du présent marché.

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondants techniques du CEA

M. Loïc ESTURILLO – Formation Locale de Sécurité - Tél. : 04.38.78.36.24

Email : loic.esturillo@cea.fr

M. Olivier DOCLLOT – Formation Locale de Sécurité - Tél. : 04.38.78.08.26

Email : olivier.doclot@cea.fr

3.2 - Correspondantes commerciales du CEA

Mme Charlotte FRITSCH - Service des Marchés et Achats -Tél. : 04.38.78.31.58

Email : charlotte.fritsch@cea.fr

Mme Isabelle BOREL – Service des Marchés et Achats – Tél. : 04.38.78.13.36

Email : isabelle.borel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur : Tél : 01 69 08 47 50

Email : [S3C-Fournisseur GRE@cea.fr](mailto:S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr)

RELANCES@cea.fr

3.4 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

Tél :

Email :

Correspondant commercial :

Tél :

Email :

[A compléter par le soumissionnaire]

3.5 – Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,
- de former le personnel au poste de travail. La traçabilité de cette formation est établie et tenue à la disposition du CEA,
- d'appliquer la législation spécifique aux installations confiées au Titulaire.

M/Mme : Tél :

Email :

[A compléter par le soumissionnaire]

Le Titulaire doit faire connaître par courrier, le nom de son remplaçant le cas échéant.

Dans l'hypothèse où le responsable désigné par le Titulaire serait remplacé, le Titulaire s'engage à procéder à ce remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes. Le Titulaire doit faire connaître le nom et les qualifications de son remplaçant un (1) mois à l'avance, en transmettant par mail son curriculum vitae. Le remplacement est soumis à la validation du CEA. Le Titulaire s'engage à réaliser le transfert d'informations nécessaire à la continuité des prestations.

ARTICLE 4 - DUREE ET PHASES DU MARCHE

4.1 - Durée

Le présent marché est conclu pour une durée de 3 (trois) ans à compter du 3 avril 2026, jusqu'au 2 avril 2029 (ou du 7 avril 2026 au 6 avril 2029*).

Il comprend les tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an, soit du 3 avril 2029 jusqu'au 2 avril 2030 (ou du 7 avril 2029 au 6 avril 2030*).
- Tranche optionnelle n°2 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an, soit du 3 avril 2030 jusqu'au 2 avril 2031 (ou du 7 avril 2030 au 6 avril 2031*).

**dans le cas où le Titulaire retenu est le Titulaire sortant*

Le CEA affermit la(es) tranche(s) optionnelle(s), si besoin, par lettre recommandée avec demande d' accusé réception dans un délai d'au moins trois (3) mois avant le terme du marché.

Le non- affermissement de la (ou des) tranche(s) optionnelle(s) ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

4.2 - Phases du marché

Le « Prédécesseur » désigne la société qui est responsable du marché avant la prise d'effet du présent marché.

Le « Successeur » désigne la société qui succèdera au Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché.

4.2.1 - Phase de prise en charge (option n°1 – sera retenue par le CEA en cas de changement de Titulaire)

La phase de prise en charge dure 2 jours ouvrés à compter de la date de prise d'effet du marché. Durant cette phase, le Titulaire prend toutes ses dispositions pour préparer la prise en charge des prestations et réaliser les actions prévues par le cahier des charges notamment les livrables.

Il dispose du support de l'équipe du Prédécesseur restée sur site au titre de l'application de la phase de réversibilité de l'ancien marché.

Durant cette étape, le Prédécesseur conserve la responsabilité des prestations.

4.2.2 - Phase opérationnelle

La phase opérationnelle débute le premier jour suivant la fin de la phase de prise en charge, soit le 7 avril 2026, et se termine à la date d'échéance du marché.

Le Titulaire a la responsabilité pleine et entière de la réalisation des Prestations telles que décrites dans le cahier des charges.

Durant cette phase, les indicateurs de mesure de la Prestation sont produits et analysés et peuvent donner lieu à l'application des pénalités telles que définies à l'article 15.

4.2.3 - Phase de réversibilité (Option n°2)

En cas de levée de l'option, la phase de réversibilité débute 10 (dix) jours avant l'échéance du présent marché. Elle se superpose à la phase opérationnelle.

Durant cette période le Titulaire doit notamment assurer les formations décrites au cahier des charges.

Il est rappelé que le Titulaire conserve la responsabilité pleine et entière de la réalisation des Prestations telles que décrites dans le cahier des charges.

Il assure en sus la transmission des compétences au Successeur.

Les indicateurs de mesure de la Prestation sont produits et analysés et peuvent donner lieu à l'application des pénalités telles que définies à l'article 15.

ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Les Prestations précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent marché consistent principalement à assurer le contrôle des accès du CEA Grenoble et la surveillance de la Maison MINATEC.

Elles comprennent les prestations au forfait, optionnelles et sur bordereau de prix suivantes.

5.1 - Prestations au forfait

Les Prestations de base dues au titre du présent marché comprennent les prestations suivantes :

- Assurer les contrôles des accès n°1, n°2, n°4, n°5 et n°6 du CEA Grenoble, comprenant notamment la vérification des titres d'accès de toute personne accédant au site du CEA Grenoble*
- Enregistrer les anomalies constatées,
- Renseigner les visiteurs sur des questions pratiques simples en français ou en anglais,
- Appliquer le mode opératoire spécifique à chaque accès (ouverture de barrière, livraison, tickets de contrôle de poids lourds, visiteurs particuliers...),
- Surveillance de la Maison MINATEC,

** En cas de fermeture ponctuelle d'un accès pour raison de travaux ou d'évènement particulier, s'agissant d'un simple report de flux sur les autres accès, le Titulaire s'engage à adapter son organisation, sans remise en cause des prix forfaitaires du marché.*

5.2 - Prestations optionnelles

Les Prestations optionnelles sont les suivantes :

- Option n° 1 : « phase de prise en charge »
- Option n° 2 : « phase de réversibilité »

Les options sont éventuellement levées par le CEA, avec un préavis d'un mois minimum, par courrier recommandé avec accusé de réception.

L'absence de levée de tout ou partie des options n'ouvre pas droit à indemnités au bénéfice du Titulaire.

5.3 - Prestations sur bordereau de prix

Les Prestations sur bordereau de prix sont les suivantes :

- Surveillance de la Maison MINATEC pour des évènements spécifiques avec ouverture au public,
- Renforts supplémentaires pour le contrôle des accès à la demande du CEA pour des évènements ponctuels.

Des bons de commande peuvent être émis en cours d'exécution du marché sur la base du bordereau des prix unitaires figurant à l'article 13 du présent marché.

Ils prennent la forme d'un mail envoyé au Titulaire par mail à l'adresse [REDACTED]@[REDACTED].

[A compléter par le soumissionnaire]

Chaque bon de commande précise :

- les références du présent marché,
- la description des prestations à réaliser,
- les dates des évènements concernés avec les horaires à respecter,
- les références du devis du Titulaire pour l'évènement concerné accepté par le CEA, établi sur la base des taux horaires figurant à l'article n°13 du présent marché.

5.4 - Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les Prestations, dont le Titulaire assure l'exécution et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION

Les Prestations sont effectuées dans le périmètre désigné au cahier des charges, sur le site du CEA de Grenoble.

Une "Installation" est un ensemble délimité géographiquement, cohérent par les moyens et les techniques qui y sont utilisés. Chaque Installation du CEA est sous la responsabilité d'un Chef d'Installation en matière de sécurité et d'environnement, lequel, à cet effet, a tout pouvoir sur les conditions d'exécution des Prestations par le Titulaire dans ces domaines.

Le responsable local du Titulaire s'engage à rendre compte au Chef d'Installation concerné de tous les incidents et/ou anomalies rencontrées dans le cadre des Prestations confiées et au responsable du marché du CEA.

6.1 - Mise à disposition de locaux et équipements

Le CEA confie au Titulaire à titre précaire, gracieux et révocable, sous préavis de 15 jours ouvrables, des locaux.

La mise à disposition de ces locaux est attachée à l'exécution du présent marché et ne peut être assimilée en aucune manière à un bail commercial. L'occupation temporaire de ces locaux prend fin obligatoirement avec celle du présent marché.

Un état des lieux et inventaire des équipements est réalisé contradictoirement lors de l'entrée dans les lieux et à la libération de ceux-ci. En cas de détérioration du local, le CEA peut demander au Titulaire la remise en état des locaux.

Pour le téléphone relié au standard du CEA. Le montant des communications téléphoniques sortantes sera facturé par application d'un forfait de **cent cinquante (150) euros hors taxes** par an pour 1 à 10 postes téléphoniques inclus.

Au-delà de 10 postes, le forfait ci-dessus sera augmenté de douze (12) euros hors taxes par an par poste supplémentaire détenu.

Cette facturation fait l'objet d'un contrat séparé entre le CEA et le Titulaire.

L'adresse mèl que le CEA peut mettre à la disposition du Titulaire doit être, dans ce cas, utilisée exclusivement dans le cadre du présent marché, à l'exclusion de toute autre activité non définie dans le cahier des charges susvisé.

6.2 - Accès au Centre et aux Installations et organisation du Titulaire

Les conditions d'accès au Centre et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2025, les jours de fermeture sont les 2, 9 et 30 mai, le 10 novembre, les 24, 26, 29, 30 et 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel

7.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

7.1.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

7.2 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle fourni sur demande par le CEA et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

7.3 - Restaurant d'entreprise

Le personnel du Titulaire peut bénéficier des restaurants des salariés du CEA Grenoble, sous réserve de la signature par le Titulaire d'une convention de restauration. Le Titulaire doit prendre contact avec Mme Turchiarelli au 04.38.78.10.18 ou Mme Desgouis au 04.38.78.04.90 pour établir et signer cette convention. Le tarif est celui appliqué au personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE

8.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

8.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

8.3 - Assurance de la qualité

Le Titulaire doit appliquer le système de management de la qualité décrit dans son Plan Particulier Qualité Sécurité Environnement (PPQSE), remis dans les délais fixés au cahier des charges.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système qualité. A cette fin, le Titulaire doit permettre un libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et faciliter les audits de qualité du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Le Titulaire s'engage à tenir à jour le calendrier de ses actions, ainsi que l'affectation du personnel à la réalisation des Prestations, pour tenir compte des éventuelles évolutions, et assurer la traçabilité et le contrôle de l'exécution des Prestations par le CEA.

8.4 - Réunions

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Ces réunions permettent de traiter notamment les points suivants :

- Point sécurité,
- respect des dispositions du cahier des charges,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi budgétaire,
- suivi du dossier Qualité
- des engagements en matière de développement durable

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu établi par le Titulaire, dans les conditions définies au cahier des charges.

ARTICLE 9 - DEVELOPPEMENT DURABLE*

**Cette clause fera l'objet d'un ajustement au moment de l'attribution du marché afin d'intégrer les engagements concrets formulés par le Titulaire dans son offre*

9.1 - Déplacements sur le site du CEA Grenoble

Le Titulaire s'engage (exemple : à utiliser les modes de déplacement doux sur le site du CEA Grenoble tels que véhicules à motorisation alternative, vélos, trottinettes).

9.2 - Tenues de travail

Pour les tenues de travail, le Titulaire s'engage à (exemple : choisir des textiles issus de matières recyclées, chaîne d'approvisionnement respectueuse des droits de l'homme et commerce équitable, ou encore matières issues de l'agriculture biologique...)

9.3 - Volet social

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre des actions en faveur de son personnel (exemple : en matière de formation (prévention du harcèlement, lutte contre l'illettrisme, lutte contre les discriminations...), prévention des risques liés à la sédentarité...)

ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à assurer la confidentialité des informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « Diffusion Restreinte », qu'il est amené à connaître et/ou détenir pour l'exécution du marché.

Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle (annexe n°1 du présent marché) à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité, à un titre quelconque, à accéder aux informations et supports portant la mention « Diffusion Restreinte ». Par ce document, le personnel atteste :

- Avoir pris connaissance
 - des articles 413-1 et suivants du code pénal,
 - de l'IGI n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale

- de l'obligation qui lui est faite de protéger les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ELEMENTS RELATIFS A LA REPRISE DE PERSONNEL

L'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise de personnel dans le cadre de la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 prévoit la continuité du contrat de travail des salariés attachés au marché en cas de changement de Titulaire. Ces dispositions s'appliquent aux entreprises exerçant une activité listée à l'article 1 de la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985.

Dans ce contexte et dans le but que le CEA transmette ces éléments essentiels à l'ensemble des soumissionnaires dans le dossier de consultation lors du renouvellement de ce marché, le Titulaire est tenu de transmettre, sur demande écrite du CEA au cours de la dernière année d'exécution du marché, les éléments relatifs au personnel exécutant les prestations du marché. Cette information pourra être réactualisée par l'attributaire à la demande du CEA lors de la période de passation du marché.

Les informations à transmettre sous forme de liste du personnel éligible sont :

- Le temps de travail mensuel affecté au marché avec horaire habituel,
- Le salaire brut mensuel correspondant incluant les charges salariales,
- La nature du contrat à reprendre,
- Les éventuels avantages acquis,
- La date d'affectation sur le marché,
- La date d'embauche déterminant l'ancienneté,
- La qualification des agents,
- Les autres éléments nécessaires à l'appréciation de la masse salariale.

Le Titulaire transmet également le montant de la masse salariale brute globale correspondante. Les éléments transmis par le Titulaire ne doivent en aucun cas comporter de données à caractère personnel et doivent être transmis sous format Excel.

ARTICLE 12 - ASSURANCES

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent marché, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les dispositions de l'article 38.2 du chapitre précité sont complétées comme suit.

1. Site CEA de Grenoble hors pôle MINATEC

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription pour son compte, par le CEA, des garanties définies dans

les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 120 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais d'assainissement et/ou de décontamination.

Le Titulaire est informé qu'aux termes de ladite police, les assureurs du CEA renoncent à tous recours à l'encontre de toutes personnes présentes sur un site CEA à sa demande et avec son autorisation.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 500 000 € par sinistre pour les dommages de nature conventionnelle et à 10 000 000 € par sinistre pour les dommages de nature nucléaire. S'agissant du bâtiment 41, la franchise pour les dommages de nature nucléaire s'élève à 50 000 000 € par sinistre.

Cette police comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées, sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

2. Pôle MINATEC

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription par le CEA des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 140 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers faisant partie du pôle MINATEC, à savoir notamment le Bâtiment des objets communicants (BOC), le Bâtiment des composants avancés (BCA), le Bâtiments des hautes technologies (BHT) la Maison des micro et nanotechnologie (MMNT), le Dispositif de fonction technique (DFT), le Bâtiment des Industries Intégratives (B2I) et le Centre de Conception Logiciel (CCL) contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, contamination radioactive.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tous recours à son encontre, et contre ses assureurs, du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 150 000 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

ARTICLE 13 - MONTANT

Les montants fixés ci-après comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations.

13.1 - Prestations au forfait

Le montant annuel des Prestations au forfait est de [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes), soit [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) par mois, se décomposant comme suit :

- Contrôle des accès n°1, n°2, n°4, n°5, n°6 : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes), soit [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) par mois
- Surveillance de la Maison Minatec : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes), soit [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) par mois

En cas d'affermissement de l'ensemble des tranches optionnelles, le montant forfaitaire et révisable des Prestations au forfait s'élève à [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes), soit [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) se décomposant comme suit :

- Tranche ferme : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes)
- Tranche optionnelle n°1 : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes)
- Tranche optionnelle n°2 : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes)

13.2 - Prestations optionnelles

Le montant forfaitaire et révisables des options est fixé comme suit :

- Option 1 (phase de prise en charge) : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes),
- Option 2 (phase de réversibilité) : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes).

Il est précisé que le montant de l'option 1 « Phase de réversibilité » s'ajoute au montant des prestations de base réalisées au titre de la phase opérationnelle.

13.3 - Prestations sur bordereau de prix

13.3.1 - Surveillance de la Maison MINATEC pour des événements spécifiques avec ouverture au public

Ces prestations sont valorisées sur la base des prix suivants :

	Plage horaire*	Taux horaire, en euros HT (déplacement compris)
Taux horaire jour, du lundi au vendredi	6h00-21h00	
Taux horaire nuit, du lundi au vendredi	21h00-6h00	
Taux horaire jour, les samedis	6h00-21h00	
Taux horaire nuit, les samedis	21h00-6h00	
Taux horaire jour, les dimanches et jours fériés	6h00-21h00	
Taux horaire nuit, les dimanches et jours fériés	21h00-6h00	

Le montant de ces Prestations est plafonné sur la durée totale du marché à 20% du montant total hors taxes du marché.

13.3.2 - Renforts supplémentaires pour le contrôle des accès à la demande du CEA pour des événements ponctuels

Ces prestations sont valorisées sur la base des prix suivants :

	Plage horaire*	Taux horaire, en euros HT (déplacement compris)
Taux horaire jour, du lundi au vendredi	6h00-21h00	
Taux horaire nuit, du lundi au vendredi	21h00-6h00	
Taux horaire jour, les samedis	6h00-21h00	
Taux horaire nuit, les samedis	21h00-6h00	
Taux horaire jour, les dimanches et jours fériés	6h00-21h00	
Taux horaire nuit, les dimanches et jours fériés	21h00-6h00	

Le montant de ces Prestations est plafonné sur la durée totale du marché à 20% du montant total hors taxes du marché.

ARTICLE 14 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés à l'article 13 ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de _____ (mois de remise de l'offre).

Au-delà de la première année d'exécution du marché, les prix peuvent être révisés annuellement à la date anniversaire de prise d'effet du marché, à la demande du Titulaire ou du CEA, et ne doivent en aucun cas dépasser le montant obtenu par l'application de la formule indiquée ci-après.

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 \text{ CPF } 80.10 / \text{CPF } 80.10_0]$$

Dans laquelle :

P	Prix mis à jour
P ₀	Prix aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre
CPF 80.10 ₀	Indice des prix de production des services français au entreprises française (BtoB) – Services de sécurité privée publié par l'INSEE (Identifiant 010766602) pour le mois de la remise de l'offre
CPF 80.10	Dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des six premiers mois à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

ARTICLE 15 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

15.1 - Non-respect des objectifs définis au cahier des charges

En cas de non-respect des objectifs définis au cahier des charges mentionné à l'article 2 du présent marché, le CEA peut appliquer les pénalités définies dans le tableau ci-après :

Critères d'évaluation	Objectifs	Pénalités
Remise du PPQSE	Document définitif remis à la date prévue : $T_0^* + 3$ mois <i>T_0 = date de démarrage du marché</i>	500 € par jour calendaire de retard
Continuité de service.	Aucune interruption du service.	500 € par tranche de 5 minutes d'interruption du service
Respect des procédures de contrôle	Moins de 2 non-conformités par mois	500 € par manquement constaté à partir de la deuxième non-conformité mensuelle.
Savoir-être des agents	Moins de 3 non-conformités par an	500€ par manquement constaté à partir de la deuxième non-conformité annuelle
Réunions de pilotage	Organisation de l'ensemble réunions prévues au cahier des charges Remise du compte-rendu dans les délais fixés au cahier des charges	500€ par réunion non réalisée 500€ par jour de retard
Satisfaction client	Taux de satisfaction > 85%	500€ par pourcentage inférieur à 85%

Le Titulaire s'engage, dans un délai d'un mois, à mettre en œuvre un plan d'actions destiné à résorber les écarts éventuellement constatés, sans qu'il ne donne lieu à paiement supplémentaire. Si de nouveaux écarts par rapport aux objectifs sont constatés à l'issue de ce délai, le montant des pénalités est doublé.

15.2 - Autres pénalités

Il est, en outre, appliqué des pénalités dans les cas suivants :

- Non-restitution du badge CEA en fin de Prestations : 60 (soixante) euros par badge,
- Non-respect des dispositions du PPQSE : 100 (cent) euros par manquement constaté.

15.3 - Plafonnement des pénalités

Les pénalités appliquées au titre des articles 15.1 à 15.2 sont plafonnées à hauteur de 15% du montant HT du marché.

15.4 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas prévus aux articles 15.1 à 15.2, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 3 000€ (trois mille euros) par jour calendaire de retard.

15.5 - Application des pénalités

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 16 - FACTURATION- REGLEMENT

16.1 - Conditions de facturation

La facturation est établie mensuellement à terme échu comme suit :

- 100% du montant TTC du marché après acceptation des Prestations par le CEA, sur la base des forfaits et taux horaires indiqués à l'article 13 du présent marché.

16.2 - Modalités de facturation et règlement

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 17 - REGIME FISCAL

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 18 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 19 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,